



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2024-46  
Séance du 29 août 2024 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf août à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents :** MM Frédéric Aldon, Roger Caizergues, Sylvain Deyrat, Philippe Lenoir, Michel Perez, François Petit, Filipe Serra, Alexis Viala

Mmes Frédérique Berard, Elodie Joannot, Paloma Pervent, Fanny Suau, Brigitte Torrandell, Irène Vilaplana

**Absents ayant donné procuration :** M. Théo Briane pouvoir à M. François Petit, Mme Laurence Enjalbert pouvoir à Mme Elodie Joannot, M. Jean-René Oudinot pouvoir à M. Roger Caizergues, Mme Romane Palau pouvoir à Mme Brigitte Torrandell, M. Joel Salgues pouvoir à M. Michel Pérez

**Absents excusés :** M. Sylvain Castellon, Mme Souhila Gouard

**Absents :** Mme Nathalie Balsan, M. Didier Huber

**Secrétaire de séance :** Mme Frédérique Bérard

**Nombre de membres en exercice :** 23

**Présents :** 14

**Procurations :** 5

**Absents :** 2

**Votants :** 19

**Date de convocation et affichage**

23 août 2024, affichage le 26 août 2024

**Objet :** Modification de la tarification du montant plafond des ressources mensuelles de la tarification 2024 des prestations des services de la crèche au 1<sup>er</sup> septembre 2024.

Monsieur le maire donne la parole à M. Pérez, adjoint, délégué à l'enfance et jeunesse, qui présente la proposition de modification du plafond des ressources mensuelles de la tarification pour les prestations des services de la crèche municipale pour la période du 01 septembre 2024 au 31 décembre 2024.

Monsieur Pérez précise que le barème national des participations familiales établi par la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) est appliqué à toutes les familles qui confient régulièrement ou occasionnellement leur enfant à un établissement d'accueil du jeune enfant (EAJE) bénéficiant de la Prestation de service unique (PSU).

Mr Pérez précise que ce barème national est encadré par un plancher et un plafond de ressources communiquées chaque année par la CNAF. Le plancher de ressources est revalorisé chaque année. Depuis 2022, le plafond de ressources est fixe à 6000 euros et n'a pas été revalorisé annuellement. Ce montant reste applicable du 1 janvier 2024 au 31 août 2024.

La CNAF évalue que 12% des familles accueillies en crèche ont des revenus mensuels supérieur à 6000 euros. Or le maintien d'un plafond de ressources mensuelles à 6000 euros a pour conséquences de diminuer le taux d'effort des familles qui ont un revenu supérieur alors même qu'elles ont des capacités contributives supérieures. Aussi en application du budget initial du Fonds national d'action sociale pour 2024, la branche Famille a décidé de relever le plafond de ressources mensuelles des familles à 7000 euros à compter du 1 septembre 2024.

De ce fait les tarifs 2024 votés initialement le 08 février dernier (délibération n° 2024- 05) pour l'année civile doivent être modifiés conformément à la convention signée entre la commune et la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier et du dispositif CNAF sur la tarification en multi accueil :

Les couches et l'alimentation sont fournies par l'établissement pour les enfants en Accueil régulier et occasionnel,  
Il y a lieu de moduler la participation de chaque famille en tenant compte de sa composition et de ses ressources,  
Les ressources prises en compte sont celles déclarées à l'administration fiscale pour L'année 2022,  
Le mode de calcul reste identique à l'année précédente, (Revenus net imposables Annuels du foyer /12) \* taux d'effort selon la composition de la famille (cf. tableau)  
A la suite de la modification, le taux d'effort reste identique ainsi que le plancher (votée en conseil municipal le 8 février 2024), et seul le plafond est revalorisé :

**Exemple 1 : Pour des revenus annuels de 80000 euros.**

Calcul avec l'ancien plafond de 6000 euros :

Revenus annuels (80000 euros/12= 6666) Donc le taux plafond est appliqué :  $6000 \times 0.0619 \%$  si 1 enfant à charge= 3,71 € l'heure.

Calcul avec le nouveau plafond de 7000 euros :

Revenus annuels (80000 euros/12= 6666) Donc le taux plafond n'est plus appliqué :  $6666 \times 0.0619 \%$  si 1 enfant à charge = 4,12 € l'heure.

**Exemple 2 : Pour des revenus annuels de 100000 euros.**

Calcul avec l'ancien plafond de 6000 euros :

Revenus annuels (100000 euros/12= 8333) Donc le taux plafond est appliqué :  $6000 \times 0.0619 \%$  si 1 enfant à charge= 3,71 € l'heure.

Calcul avec le nouveau plafond de 7000 euros :

Revenus annuels (100000 euros/12= 8333) Donc le taux plafond est appliqué :  $7000 \times 0.0619 \%$  si 1 enfant à charge= 4,33 € l'heure.

Les ressources mensuelles prises en compte varient donc de 765.77 € (ressources plancher et moins), à 7000.00 € (nouvelles ressources plafond et plus). La tarification est calculée à partir du serveur internet CAFPRO ou à partir de l'avis d'imposition pour les non-allocataires (MSA par exemple.).

- II s'applique un taux d'effort horaire et linéaire suivant la composition familiale.

Composition de la famille	Taux par heure
1 enfant à charge	0.0619 %

**Délibération n° 2024-46**

Envoyé en préfecture le 02/09/2024

Reçu en préfecture le 02/09/2024

Publié le

ID : 034-213401342-20240902-D\_2024\_46-DE



2 enfants à charge	0.0516 %
3 enfants à charge	0.0413 %
4 à 7 enfants à charge	0.0310 %
8 enfants à charge et plus	0.0206 %

- Si la famille ne souhaite pas communiquer ses ressources, il sera appliqué le taux plafond.

Le conseil municipal entend l'exposé de Monsieur Pérez, après discussion à l'unanimité et sur proposition de M. le maire :

- Accepte la tarification présentée,
- Décide de l'appliquer à compter du 1er septembre 2024,
- Donne pouvoir à M. le maire de signer toutes pièces nécessaires à son application.

Ainsi fait et délibéré, Laverune le 29 août 2024.

Roger Caizergues  
Maire



Frédérique Bérard  
Secrétaire de séance



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) nomenclature : 7.10.2